

Unité inter-départementale Gard-Lozère
DREAL UîD Gard-Lozère
Cellule Carrière / Eolien / Mines et Après-mines
4 avenue de la Gare/ BP132
48000 Mende

Mende, le 07/11/2024

Rapport de l'inspection des installations classées
Visite d'inspection du 24/10/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ALBANEL H-FORCES EOLIENNES DU GEVAUDAN
FORCES EOLIENNES DU GEVAUDAN
48170 Saint-Sauveur-de-Ginestoux

Références : 2024-11-
Code AIOT : 0006605846

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/10/2024 dans l'établissement ALBANEL H-FORCES EOLIENNES DU GEVAUDAN implanté FORCES EOLIENNES DU GEVAUDAN Croix de Bruggio-ST SAUVEUR DE GINESTOUX 48170 Saint-Sauveur-de-Ginestoux.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ALBANEL H-FORCES EOLIENNES DU GEVAUDAN
- FORCES EOLIENNES DU GEVAUDAN Croix de Bruggio-ST SAUVEUR DE GINESTOUX 48170 Saint-Sauveur-de-Ginestoux
- Code AIOT : 0006605846 Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : Non IED

Le parc éolien de St Sauveur de Ginestoux est exploité par la société FORCES EOLIENNES DU GEVAUDAN filiale d'HYDROWATT. Le parc a été autorisé par permis de construire en date du 7 juin 2006 et bénéficiant de l'antériorité par déclaration en 2012 une fois les éoliennes rattachées au régime des ICPE. Le parc a été renouvelé avec une augmentation de hauteur en bout de pôle passant de 90 à 99.9 m. Le renouvellement a été autorisé par arrêté préfectoral complémentaire n°PREF-BCPPAT-2023-072-004 du 13 mars 2023. Le parc comporte 4 éoliennes et un poste de livraison.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- arrêté préfectoral complémentaire n°PREF-BCPPAT-2023-072-004 du 13 mars 2023

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
1	Mesures de réduction des impacts sur la biodiversité	AP Complémentaire du 13/03/2023, article 4	Demande d'action corrective	1 Mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les travaux pour le renouvellement des machines ont débuté en octobre. La visite d'inspection avait pour objectif de vérifier la mise en œuvre des mesures de réduction prescrites dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 13 mars 2023. L'exploitant est accompagné d'un bureau d'étude pour l'application des mesures et de la prévention auprès de l'entreprise effectuant les travaux. Lors de la visite, il est constaté que l'exploitant a commencé la mise en place des différents balisages et barrières anti-intrusion prescrits par l'arrêté. Cependant, l'inspection constate que le balisage n'est pas finalisé sur l'ensemble du chantier et que le planning prévisionnel prévoit des travaux sur les éoliennes E3 et E4 pendant la période à éviter selon la mesure de réduction MR4. Ces points doivent donc être revus et corrigés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mesures de réduction des impacts sur la biodiversité

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 13/03/2023, article 4
Thème(s) : Risques chroniques - Mesures ERC durant les phases de chantier
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place les mesures de réduction suivantes, suivies par un écologue :</p> <p>Pour les phases de chantier du repowering :</p> <p>MR1 :</p> <p>Le démarrage des travaux est effectué durant les périodes de moindre impact sur les espèces patrimoniales présentes, indiquées dans le volet milieux naturels (version sept 2022) réalisé par EC Eau Environnement, en page 57, contenu dans le dossier de repowering sus-visé.</p> <p>MR2 :</p> <p>La zone de chantier est délimitée par de la rubalise afin de préserver les prairies, les milieux naturels et les zones humides avoisinantes. Des relevés floristiques sont effectués en amont des travaux pour rechercher la flore patrimoniale et/ou protégée du site.</p> <p>MR3 :</p> <p>A l'entrée de la prairie de l'éolienne E2, il existe un tas de terre et de blocs qui semble propice aux reptiles. La zone de chantier E2 est entourée de barrières anti-intrusion sur sa partie mont afin d'éviter toute entrée dans la zone de chantier. Le socle de l'éolienne E3 est composé de gros blocs qui peuvent constituer un site d'hivernage pour les reptiles. Celui-ci n'est pas démonté durant la période allant de fin octobre à fin mars afin de limiter les risques d'écrasement des reptiles.</p> <p>MR4 :</p> <p>La période de fin février à fin mai pour les travaux sur E3 et E4 est évitée pour permettre les migrations de grenouilles rousses dans leur zones de reproduction ainsi que la pose des cables.</p> <p>Pour ces 2 éoliennes, une barrière anti-intrusion est mise entre la zone humide et le chantier ainsi que du côté de la piste pour éviter que les amphibiens ne les traversent</p> <p>MR5 :</p> <p>Tout rejet de polluant est interdit durant la phase de chantier. Aucune intervention de maintenance n'est possible. Les engins et véhicules sont entretenus pour éviter tout risque de déversement. En cas de déversement accidentel, des kits anti pollutions sont présents sur chaque chantier et à bord de camions.</p> <p>Les engins sont stationnés sur une aire dédiée mise en place pour collecter tout déversement et éviter l'atteinte à l'environnement.</p> <p>Un plan de gestion des déchets de chantier est mis en place.</p> <p>Durant l'exploitation du parc :</p> <p>En sus des dispositions applicables pour le parc éolien, en matière de réduction des impacts de l'éolien terrestre, notamment sur l'avifaune et les chiroptères, l'exploitant met en place :</p> <p>MR6 :</p> <p>Afin de réduire l'attractivité à proximité des éoliennes, la diversité floristique et la mise en place d'une végétation est limitée afin d'éviter l'installation d'une entomofaune et d'une microfaune mammalienne favorable à la présence de prédation.</p> <p>Un débroussaillage régulier des buttes, au moins une fois par an et autant de fois que nécessaire, est réalisé.</p>
<p>Constats :</p> <p>La visite d'inspection permet de contrôler la mise en conformité es des mesures de réduction applicables lors de la phase</p>

de travaux.

Concernant la mesure MR1, l'exploitant a transmis son planning prévisionnel des différentes phases du chantier. Le planning mentionne les périodes défavorables du site (saison hivernale, hibernation reptiles, reproduction amphibiens et nidification). Conformément au dossier de repowering, le démarrage a eu lieu fin septembre durant la période de moindre impact sur les espèces patrimoniales présentes.

Concernant la mesure MR2, l'inspection constate que l'exploitant a commencé le balisage des prairies, milieux naturels et des zones humides avoisinantes (photo 1). Cependant, le balisage n'a pas été réalisé sur l'ensemble des zones humides présentes à proximité du chantier (photo 4).

Concernant la mesure MR3, l'inspection constate que l'exploitant a mis en œuvre le balisage et la barrière anti-intrusion sur le tas de blocs et de terre visé par l'arrêté préfectoral (photo 3).

Concernant la mesure MR4, le planning prévisionnel de l'exploitant prévoit le démantèlement des éoliennes E3 et E4 durant la période de fin février à fin mai. L'inspection constate que l'exploitant a installé la barrière anti-intrusion entre la zone humide et le chantier (photo 2).

Concernant la mesure MR5, l'exploitant a tenu des réunions de chantier hebdomadaires. L'exploitant a transmis le compte-rendu de la réunion de chantier n°01-S42 (lors du début de chantier). L'inspection constate que les engins disposent de kit-antipollution. L'exploitant indique que le chantier fait l'objet d'un suivi environnemental interne. De plus, l'exploitant prévoit de déposer l'attestation ATTES EOLIEN prévue par le code de l'environnement vers le mois de juin.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant, sous un délai de 1 mois, de modifier son planning prévisionnel de travaux sur les machines E3 et E4 en prenant en compte la période à éviter de fin février à fin mai.

Il est demandé également à l'exploitant, sous un délai de 1 mois, de terminer le balisage et l'installation des barrières anti-intrusion.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 Mois